La Mecque : la controverse du pèlerinage

La tradition de l'islam veut que, pendant toute la durée du pèlerinage annuel, La Mecque soit une ville ouverte à tous les musulmans : toute forme de lutte et d'effusion de sang y est proscrite. Cette prescription est si profondément enracinée en Arabie, qu'elle est même antérieure à l'islam ; elle s'imposait déjà à tous ceux qui venaient à La Mecque, avant que cet antique lieu saint arabe ne devînt le centre de la foi musulmane.

Mais, en 1987, La Mecque a été le théâtre de graves désordres, lorsqu'une manifestation de pèlerins iraniens s'est heurtée aux forces de sécurité saoudiennes : affrontement sanglant, qui fit plus de 400 victimes. Les Saoudiens et leurs partisans parlèrent d'émeute préméditée : des manifestants iraniens violents étaient morts écrasés dans un mouvement de panique qu'ils avaient eux-mêmes suscité. Les Iraniens et leurs sympathisants parlent, eux, de massacre prémédité : des provocations avaient été organisées par les Saoudiens pour tirer sur des pèlerins iraniens. L'année suivante, en 1988, La Mecque a été transformée en camp retranché, avec des forces de sécurité sur le qui-vive, surveillant nuit et jour un pèlerinage dont les Iraniens étaient absents. Le pèlerinage à La Mecque (le *Hajj*), bien loin de permettre un répit dans les conflits qui assaillent le monde musulman, est devenu lui-même une pomme de discorde entre des conceptions rivales de l'islam. La paix du pèlerinage a volé en éclats sous les pierres et les balles de musulmans.

Ce bouleversement peut être interprété de multiples façons. Il s'est produit à un moment de tension aiguë dans le conflit Irak-Iran, après le repavillonnement de pétroliers koweitiens, et l'entrée dans le Golfe de flottes d'escorte étrangères (*). Cette intervention étrangère, à laquelle l'Arabie saoudite était favorable, et l'Iran hostile, avait créé une atmosphère de crise entre les deux Etats. Mais cette altération du *Hajj* a mis au jour aussi des tensions nées avec la révolution iranienne, événement qui a avivé la compétition entre l'Arabie saoudite et l'Iran pour la prépondérance dans la région, et dans l'Islam. Ce conflit lui-même s'enracine dans la forte hostilité manifestée au cours de l'histoire récente par le wahhabisme, source de l'islam saoudien, à l'égard du chi'isme. On ne peut pas non plus dissocier la crise de 1987 de la traditionnelle méfiance entre les pèlerins chi'ites et leurs hôtes d'Arabie, méfiance dont la chronique remonte aussi loin que le XVI[e] siècle. Enfin, à un niveau plus profond encore, l'événement renvoie l'écho d'une animosité chi'ite-sunnite, qui trouve son origine dès le VII[e] siècle, à l'aube même de l'Islam.

Même s'il est admis que c'est la crise du Golfe qui a déclenché les violences de 1987 et les mesures coercitives de 1988, les musulmans ont perçu toute l'affaire en fonction d'un contexte historique bien plus vaste. Cette perception est en grande partie de l'ordre de l'implicite et du non-dit, parce qu'essentiellement d'ordre confessionnel (**). Le sectarisme n'ose pas s'avouer. Comme les préjugés raciaux et ethniques dans d'autres sociétés, dans le monde musulman, le préjugé confessionnel ne s'exhibe pas ouvertement. Ecoutons les accusations portées par le président iranien, Ali Khamenei, après les violences de 1987 : « Voilà qu'ils vont maintenant propager et crier partout que cet incident était

(*) Voir *Maghreb-Machrek* n° 117, Chronologies, p. 74.
(**) Nous adoptons ce terme par commodité, mais en rappelant que l'on désigne ici par confession les deux grandes tendances de l'islam. NDT.

une guerre entre chi'ites et sunnites ! C'est un mensonge ! Oui, il y a une guerre, mais une guerre entre la conception américaine de l'islam, et le véritable islam révolutionnaire ! » (1).

La controverse du pèlerinage ne se ramène pas à une querelle entre chi'ites et sunnites, mais pas davantage à une lutte entre la vérité de Khomeiny et le mensonge de l'Amérique. C'est un antagonisme à la fois politique et confessionnel, qui combine les conflits d'intérêt actuels et les différends historiques entre variantes de l'islam. Certaines de ces disputes religieuses portent sur le pèlerinage musulman lui-même, et mettent en jeu des conceptions contradictoires du sacré et de l'asile.

On se propose, dans cette étude, de tenter de comprendre l'interaction entre la situation politique d'aujourd'hui et les préjugés durables avec lesquels Saoudiens et Iraniens viennent à La Mecque.

Entre sunnites et chi'ites

Ce n'est pas sur le rituel même du pèlerinage que s'est développée la polémique entre sunnites et chi'ites. Le fondement du conflit entre les deux grandes tendances de l'islam c'est, depuis toujours, la question de l'Imamat, c'est-à-dire de l'autorité légitime dans l'islam, sujet de controverse théologique, extérieure à la sphère du rituel. Mais, avec le temps, ce différend théologique s'est mué en différends politiques, sociaux, culturels, qui ont à leur tour propagé au sein des deux branches de l'islam des idées sectaires préconçues, tant au sujet des pèlerins chi'ites que de leurs hôtes sunnites. Ce fut particulièrement manifeste après que le différend sunnite-chi'ite eut pris la forme d'un conflit armé entre les Ottomans et les Safavides, à partir du XVI[e] siècle, époque où l'islam connut sans doute le plus de divisions de toute son histoire, et qui fut marquée par de grandes guerres de religion entre sunnites et chi'ites.

Le contentieux est peut-être mieux connu du côté sunnite, ne serait-ce que parce qu'il a parfois conduit à des actes de violence à l'égard de pèlerins chi'ites. Les idées préconçues, chez les sunnites, se fondent sur la conviction que les chi'ites se sentent tenus de profaner les lieux saints. La créance accordée à cette allégation est attestée par nombre de sources textuelles musulmanes, comme de récits de voyage européens. Cette profanation prenait, disait-on, une forme particulièrement répugnante : Burckhardt et Burton, les deux grands voyageurs qui ont parcouru l'Arabie au XIX[e] siècle, ont tous les deux entendu parler d'agressions contre des pèlerins chi'ites soupçonnés d'avoir souillé d'excréments la Grande Mosquée de La Mecque (2).

Du côté chi'ite, les accusations étaient aussi outrées : elles prétendaient que les sunnites ne respectaient pas l'inviolabilité de La Mecque, et que des pèlerins chi'ites se faisaient tuer jusque dans ces enceintes sacrées, où l'effusion de sang est proscrite.

Certes, des pèlerins chi'ites étaient exposés, à tout instant, à des humiliations, comme l'écrit Burton à leur propos : « Bien heureux qui s'en tire sans recevoir de coups » (3). Il semblerait pourtant que, dans l'ensemble, les pèlerins chi'ites n'étaient pas moins en sécurité que les autres, à condition de pratiquer la discrétion *(taqiyya)* — comme le leur permettait leur doctrine — et de ne pas

heurter de front les coutumes de leurs hôtes sunnites. Pendant la période ottomane, la caravane des pèlerins iraniens achetait sa sécurité au moyen d'un tribut spécial, payé, sur le trajet, aux tribus du désert, ensuite aux gardiens des lieux saints (4). La tolérance était à un prix que les chi'ites étaient prêts à payer, et leurs vies étaient bien plus rarement menacées que leur dignité.

Mais les antagonismes confessionnels s'exacerbèrent après que La Mecque fut tombée sous la domination des Saoud, en 1924. La distance doctrinale qui existait entre le sunnisme ottoman et le chi'isme paraît étroite à côté du fossé séparant le wahhabisme saoudite du chi'isme. La doctrine wahhabite considérait la vénération des chi'ites pour les Imams et leurs tombeaux comme de l'idolâtrie blasphématoire (*). Les iconoclastes wahhabites s'étaient déjà acquis une durable notoriété aux yeux des chi'ites, lorsqu'ils avaient surgi du désert d'Arabie, en 1802, et mis à sac Karbala, la cité sainte chi'ite, en Irak. Ils avaient massacré à cette occasion plusieurs milliers de chi'ites et profané le tombeau vénéré de l'imam Hussein, dont le martyre, au VII[e] siècle, est l'événement central de l'histoire religieuse chi'ite. Les habitants de Karbala, sacrifiés sur les lieux mêmes du martyre de Hussein, devinrent eux-mêmes des martyrs de la foi, aux yeux de leurs coreligionnaires.

Le premier quart du XX[e] siècle vit le réveil du wahhabisme et son expansion à travers toute l'Arabie; il apparut alors qu'il était toujours aussi hostile aux croyances les plus fondamentales du chi'isme. Interrogé en 1918 au sujet des sanctuaires chi'ites en Irak, le chef du mouvement, le futur roi d'Arabie, Abdel Aziz ibn Saoud, aurait déclaré : « Je ne verrais aucune objection à ce que vous les démolissiez jusqu'au dernier, et je le ferais moi-même si j'en avais l'occasion » (5). Il n'en eut jamais l'occasion, mais, par contre, il assiégea et occupa Médine, et lorsqu'il bombarda la ville, ce fut le signal d'une grève générale en Iran, et d'une grande agitation dans tout le monde chi'ite. Car si le *Hajj* à La Mecque a la même signification pour les sunnites et les chi'ites, la visite *(ziyara)* à la ville voisine de Médine revêt une importance particulière pour les chi'ites.

Le cimetière d'al-Baqi', près de la ville, passe pour contenir les restes de Fatima, la fille du Prophète Muhammad, et de quatre des Douze Imams — qui font partie des quatorze intercesseurs du chi'isme (6). Pour les wahhabites, prier en s'adressant à des intercesseurs était une forme d'idolâtrie : ils avaient déjà rasé une grande partie du cimetière, en 1806, lors d'une précédente occupation de Médine, mais ses tombeaux à coupole avaient été reconstruits à la fin du siècle. Et voici que les Saoudites, dans leur zèle de purification, démolissaient de nouveau al-Baqi', commettant, aux yeux des chi'ites, un sacrilège à l'endroit de leurs saintes reliques.

Ces destructions créèrent une impression si profonde en Iran, spécialement dans les cercles religieux, que le gouvernement iranien refusa de reconnaître le régime d'Ibn Saoud. De plus, il prit la décision, en 1927, d'interdire à ses nationaux d'accomplir le pèlerinage, pour protester contre ce qu'il appelait l'intolérance des wahhabites, et contre la destruction des tombeaux. Mais les plus déterminés des pèlerins ne se laissèrent par pour autant décourager, et continuèrent à arriver à La Mecque, par l'Irak et la Syrie. Ibn Saoud alors, dans une démarche pragmatique, s'employa à atténuer la vive hostilité chi'ite

(*) L'unitarisme sourcilleux des wahhabites — et en particulier des Ikhwan, fraternité de guerriers créée vers 1913 par Abdel Aziz Ibn Saoud — ne tolérait, de fait, aucune des formes (courantes dans l'islam sunnite) de dévotion populaire à des symboles sacrés. On rappellera à ce sujet l'incident sanglant qui les opposa, en 1927, aux abords de La Mecque, à la caravane des pèlerins venant d'Egypte. En vertu d'une très ancienne coutume, ceux-ci transportaient avec eux — sur un chameau — le « Mahmal », sorte de coffre, surmonté d'un palanquin, escorté par des soldats égyptiens. Accusés d'adorer une idole, et attaqués à coups de pierre, les Egyptiens tirèrent sur leurs assaillants, faisant de nombreuses victimes. NDLR.

par une démonstration de tolérance qui l'aiderait à obtenir une reconnaissance officielle des Iraniens. Les pèlerins chi'ites venant de pays arabes furent traités de manière exemplaire pendant l'année que dura le boycott iranien, et l'on vit rapidement les ulama d'Iran demander à recouvrer le droit d'accomplir le pèlerinage.

En 1928, l'Iran leva l'interdiction, et, en 1929, conclut avec le royaume d'Ibn Saoud un traité d'amitié, dont l'article 3 garantissait aux pèlerins iraniens un traitement identique à celui réservé aux autres nationaux, et la liberté d'observer leurs propres rites religieux (8). Ils en vinrent ainsi à jouir d'une tolérance qui traduisait bien le pragmatisme d'Ibn Saoud en matière de chi'isme, méthode dont il usait également à l'égard de sa propre minorité chi'ite, dans l'est du royaume. Désormais, il demandait simplement aux chi'ites — hôtes ou sujets — de s'abstenir d'accomplir en public des rituels spécifiquement chi'ites. En moins d'une décennie, un modèle de tolérance semblait avoir été solidement établi (9).

D'autant plus frappante, dans ces conditions, fut la très sérieuse affaire, survenue en 1943, où ressurgit l'accusation sunnite de profanation chi'ite. Cette année-là, un juge religieux saoudien condamna à mort, par décapitation, un pèlerin iranien qui aurait souillé la Grande Mosquée d'excréments, apportés, croyait-on, dans sa tenue de pèlerin. Ibn Saoud aurait remarqué, devant des Américains, que « c'était bien là le genre de crime que l'on pouvait attendre d'un Iranien », le verdict populaire étant que « les Iraniens se comportaient toujours de cette façon » (10).

L'affaire mit en fureur l'opinion religieuse en Iran, et finit par une protestation officielle et une demande de compensation financière. L'Iran alla même jusqu'à rompre ses relations diplomatiques. La presse se livra à la campagne anti-wahhabite la plus retentissante qu'on ait jamais vue depuis la conquête de La Mecque par Ibn Saoud. Une fois de plus, on rapporta des histoires de barbarie wahhabite, on raconta, avec angoisse, et maints nouveaux détails, le sac de Karbala. Le gouvernement iranien interdit encore une fois la participation au pèlerinage, et ne l'autorisa pas avant 1948, une fois l'ébullition retombée.

La dispute du pèlerinage fut de nouveau mise en sommeil pendant les années 60, à la suite du rapprochement politique entre l'Iran et l'Arabie saoudite, qui partageaient la même crainte d'une subversion alimentée par l'Egypte. Des théologiens des deux bords continuèrent à publier de attaques polémiques intolérantes et des avis juridiques visant la branche rivale de l'islam. Mais, en même temps que persistait le désaccord doctrinal, on constatait une augmentation régulière du nombre des pèlerins iraniens, grâce à la création d'une ligne aérienne directe : de 12000 en 1961, ils étaient passés à 57000 en 1972.

La réinterprétation du pèlerinage

Cet afflux a coïncidé avec l'apparition en Iran d'un nouveau genre d'écrits sur le pèlerinage, à caractère introspectif et ouvertement politique. Dans son livre intitulé *Hajj,* le théoricien « progressiste » Ali Shari'ati tentait de donner une signification plus profonde au pèlerinage à La Mecque. Il pressait les pèlerins

« d'étudier les dangers et les conséquences de l'infiltration, au sein des nations musulmanes, des grandes puissances et de leurs agents. Il [fallait] se décider à lutter contre le lavage de cerveau, la propagande, la désunion, l'hérésie, et les fausses religions » (11).

En 1971, on arrêta, à La Mecque, plusieurs Iraniens qui avaient distribué à des pèlerins un message envoyé de Najaf, la cité sainte chi'ite en Irak, par un certain Ayatollah Ruhollah Khomeiny. « Ce rassemblement sacré du pèlerinage, écrivait-il, doit être l'occasion pour les musulmans d'échanger leurs idées sur les problèmes fondamentaux de l'islam, et les problèmes particuliers de chaque pays musulman. Chaque groupe national devrait, en fait, présenter un rapport sur la situation de son propre Etat aux musulmans du monde; ainsi, tous pourraient connaître les souffrances de leurs frères musulmans aux mains de l'impérialisme et de ses agents ». Khomeiny présentait son propre « rapport », virulent, sur l'Iran, le décrivant comme « une base militaire pour Israël, c'est-à-dire, par extension, pour l'Amérique » (12).

A partir de 1971, il ne se passa pas d'année sans qu'on ne vît des Iraniens distribuer de semblables messages de Khomeiny aux pèlerins musulmans. Cette activité ne provoquait en général aucune réaction chez les Saoudiens, qui ne se sentaient pas visés par ces prêches. Le message de Khomeiny s'adressait directement aux pèlerins iraniens et appelait en même temps l'attention des autres sur la « soi-disant révolution blanche, honteuse, sanglante » du Shah. Pareille propagande pouvait compliquer les relations de l'Arabie avec l'Iran du Shah; aussi les autorités prirent-elles des mesures contre ceux qui distribuaient trop ostensiblement ces messages. Mais aux yeux des Saoudiens, ces quelques perturbateurs iraniens ne constituaient pas une menace sérieuse pour leur propre statut de Gardiens des lieux les plus saints de l'islam. Khomeiny lui-même accomplit le pèlerinage en 1973, sans incident.

Mais la véritable innovation dans la doctrine chi'ite, telle que l'énonçaient Khomeiny et Shari'ati, c'est que, selon eux, l'habituelle discrétion chi'ite *(taqiyya)* — jusque là, en général, payée de retour par la tolérance saoudienne — n'était plus de mise durant le pèlerinage. En exhortant leurs partisans à considérer le pèlerinage comme un rite politique, ils différenciaient les chi'ites des autres pèlerins, ce qui était lourd de conséquences pour cette tolérance fragile. La prédication nouvelle rompit l'équilibre délicat garantissant la paix du pèlerinage, en recommandant une ligne d'action qui soulignait implicitement la distance entre pèlerins chi'ites et hôtes saoudiens.

Après la révolution, les Iraniens cherchèrent à mettre en pratique les principes élaborés par Khomeiny, et à toucher directement les pèlerins d'autres contrées, en se livrant à des activités politiques pendant la durée du pèlerinage (13). La politisation s'opéra par degrés. En 1979, les pèlerins d'Iran se bornèrent à une propagande discrète, et en 1980, ils ne furent qu'un petit nombre, à cause de la guerre qui venait d'éclater avec l'Irak. Mais en 1981, pour la première fois, eurent lieu d'importantes manifestations qui se terminèrent par des heurts violents avec la police saoudienne : les Iraniens s'étaient mis à psalmodier des slogans politiques, à Médine, dans la mosquée du Prophète, et à La Mecque, dans la Grande Mosquée. Il y eut intervention des forces de sécurité dans les deux mosquées, et l'affrontement qui s'ensuivit dans la Mosquée du Prophète se solda par la mort d'un pèlerin iranien.

En 1982, le pèlerinage iranien prit un tour encore plus militant, lorsque Khomeiny désigna comme son représentant au pèlerinage l'Hojjatoleslam Musavi Khoiniha — le meneur des étudiants qui avaient pris d'assaut l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran, en novembre 1979. Il y eut des échauffourées avec la police, alors qu'il haranguait des manifestants, à Medine comme à La Mecque. A La

Mecque, il fut arrêté, et un discours prononcé à Médine après le pèlerinage lui valut d'être expulsé comme « agitateur ».

En se ranimant sur le terrain, ce conflit intensifia la polémique sur le pèlerinage. Ce ne fut pas une simple reprise des procès d'antan : transformée, rendue plus crédible, la méfiance confessionnelle ne s'y exprimait plus, sinon comme souvenir. Ce changement reflétait probablement l'influence d'un certain « œcuménisme » sur le climat intellectuel de l'islam contemporain, climat désormais peu favorable à des polémiques religieuses publiques. Pour nombre de musulmans, il n'est plus très politique, aujourd'hui, de s'appesantir ouvertement sur les différences entre l'islam sunnite et l'islam chi'ite. Bien plus, la seule mention de ces différences est considérée par beaucoup de chi'ites comme une tentative pour les isoler, et même comme une pièce d'un complot impérialiste pour semer la division dans l'islam. Le nouveau confessionnalisme prend une forme plus subtile : les chi'ites affirment leur identité de vues avec les sunnites, mais pour déclarer ensuite qu'une forme importante du sunnisme (en l'espèce le wahhabisme) est une déviation de l'islam universel. Les sunnites déclarent reconnaître les chi'ites comme musulmans, mais déclarent ensuite qu'une forme importante de chi'isme (en l'espèce l'activisme révolutionnaire de Khomeiny) constitue une déviation de l'islam universel.

De cette façon s'insinue le préjugé confessionnel, alors même que l'on professe ouvertement l'unité de l'islam. C'est par ce même procédé qu'ont pu se glisser dans le récent débat sur le pèlerinage les calomnies d'antan. Rien ne le prouve mieux que le bref échange de correspondance qui eut lieu en octobre 1981 entre le roi Khaled d'Arabie et l'imam Khomeiny, alors que se déroulaient les affrontements violents à La Mecque et à Médine entre pèlerins iraniens et policiers saoudiens (14). Dans une lettre de protestation tout à fait révélatrice, le roi demandait à Khomeiny d'exhorter ses partisans à la retenue, mais laissait clairement entendre que la Grande Mosquée avait été profanée par des pèlerins iraniens qui proféraient des blasphèmes. Selon lui, en effet, ces Iraniens avaient accompli les processions rituelles autour de la Ka'ba en psalmodiant : « Dieu est grand, Khomeiny est grand », et « Dieu est unique, Khomeiny est unique ». Point n'était besoin pour Khaled d'argumenter cette accusation. Il tombait sous le sens que ces invocations traduisaient une vénération démesurée des Iraniens pour leur Imam, une forme de polythéisme blasphématoire. Tout ceci, écrivait le roi Khaled, avait suscité parmi les autres pèlerins, « mécontentement et dégoût ». Or, dans sa missive, le roi déformait des slogans révolutionnaires iraniens bien connus. En réalité, les pèlerins avaient crié : « Dieu est grand, Khomeiny est le chef ». Les Saoudiens avaient confondu le terme persan pour « chef » *(rahbar)* avec l'arabe *akbar* (grand), de consonance voisine. L'autre invocation était, en fait : « Dieu est unique, Khomeiny est le chef ». Cette fois, c'était le mot arabe pour « unique » *(wahid)* qu'on avait cru entendre, au lieu de *qa'id,* le mot arabe pour « chef ». Il y avait donc bien loin entre les mots réellement prononcés par les Iraniens, et la transcription erronée qu'en donnait le roi, involontairement ou à dessein.

Dans sa réponse, Khomeiny reprenait le vieux grief chi'ite : les Saoudiens ne respectaient pas le refuge offert par la Grande Mosquée : « comment se peut-il, écrivait-il, que la police saoudienne, bottée, armée, attaque des musulmans, les frappe, les arrête, les envoie en prison, tout cela à l'intérieur même de la mosquée sainte, quand, les enseignements divins et le texte du Coran nous l'apprennent, c'est un lieu d'asile pour tous, et jusqu'aux malfaiteurs ? ». C'était là une lecture tout à fait chi'ite du sens à donner à l'inviolabilité de la Grande

Mosquée, largement tributaire de la notion de refuge (persan : *bast*) liée depuis toujours aux sanctuaires chi'ites en Iran. Ces sanctuaires étaient en effet des lieux de refuge absolument inviolables, où tout malfaiteur, quel qu'il soit, pouvait trouver asile (15).

Rien ne pouvait être plus éloigné de l'idée que se faisaient les wahhabites-Saoudiens de l'inviolabilité des Lieux Saints, lieux pour eux tellement sacrés qu'aucun écart de conduite, quel qu'il fût, ne pouvait être toléré dans leur enceinte (*). C'est uniquement d'un point de vue chi'ite que ce souci des Saoudiens de préserver la pureté de la Grande Mosquée pouvait apparaître comme la marque d'une impiété aveugle. En novembre 1979, en toute bonne conscience, les Saoudiens avaient débarrassé la Grande Mosquée de « déviants » en s'appuyant sur une *fatwa,* délivrée par plus de trente religieux, déclarant licite de déloger les profanateurs au besoin même par les armes (**). Cette décision avait reçu un large soutien dans le monde musulman, en dehors même de l'Arabie saoudite. La façon qu'avait Khomeiny de présenter la Grande Mosquée de La Mecque comme un lieu où même les « malfaiteurs » jouissaient d'une immunité absolue ne pouvait apparaître que comme spécifiquement chi'ite : elle reposait, on l'a dit, sur une conception chi'ite de l'inviolabilité de l'asile, qui n'a pas d'équivalent dans l'islam sunnite.

La partie de la controverse qui regarde Médine porte aussi la marque de ces différences de conception du sacré. En 1982, le représentant de Khomeiny pour le pèlerinage décida de faire au cimetière d'al-Baqi', à Médine, une série de manifestations, combinées avec les rites de visite aux sépultures. Après la destruction des tombeaux dans le cimetière, en 1926, al-Baqi' avait cessé d'être un but de visite pour les chi'ites. Mais, à la suite de la révolution islamique en Iran, les prières rituelles furent rétablies, contre la volonté saoudienne. On les récitait à l'extérieur du haut mur élevé pour interdire l'accès au cimetière. En 1986, les autorités saoudiennes firent une concession aux pèlerins iraniens, et leur permirent d'entrer dans l'intérieur du cimetière; le représentant de Khomeiny au pèlerinage remercia officiellement le roi Fahd d'avoir permis le retour des pèlerins chi'ites dans ce lieu vénéré. Cette fixation sur al-Baqi' et d'autres tombeaux, l'utilisation du cimetière comme point de ralliement des pèlerins à Médine, renvoyait à une représentation du caractère sacré de Médine particulière au chi'isme. Elles servaient à raviver le ressentiment ancien contre les Saoudiens, coupables d'avoir attenté à la mémoire des Imams.

Cette recrudescence d'intérêt pour Médine de la part des chi'ites a tenu aussi pour beaucoup à des changements dans la géographie spirituelle de l'islam chi'ite. En raison de la guerre avec l'Irak, les Iraniens n'avaient plus la possibilité de se rendre dans ce pays pour y visiter les tombeaux des Imams dans leurs enceintes sacrées, pèlerinage qui, pour la masse des chi'ites, avait pris le pas sur le *Hajj* et la visite à Médine. L'impossibilité d'accéder aux villes saintes d'Irak rehaussa considérablement aux yeux des chi'ites iraniens l'importance de celles d'Arabie : en 1988, plus d'un million d'Iraniens ont déposé une demande auprès des autorités iraniennes pour y accomplir le pèlerinage! (16). Ainsi, al-Baqi' est-il redevenu un centre de pèlerinage d'une importance majeure pour les chi'ites. Depuis la révolution iranienne, les prières collectives y étaient conduites non par les religieux saoudiens chargés du service des mosquées de La Mecque et de Médine, mais par des clercs chi'ites venus de l'extérieur.

(*) Les limites du territoire sacré *(haram)* marquent l'étendue du « rayonnement » du sanctuaire. Le *haram* de La Mecque est protégé par des interdictions, des tabous. Cf. M. Gaudefroy-Demombynes, *les Institutions musulmanes,* p. 91. NDLR.

(**) Voir *Maghreb-Machrek* n° 87. Chronologies p. 61.

L'accord sur le pèlerinage

Ces thèmes et ces formes de revendication trop aisément identifiables comme chi'ites risquaient de masquer aux yeux des autres pèlerins le message politique de libération que l'Iran souhaitait délivrer durant le pèlerinage. La crainte de voir les autres musulmans rejeter ce message comme une forme d'hérésie chi'ite explique certains accents « œcuméniques » chez les représentants de Khomeiny au pèlerinage, et d'autres clercs chi'ites. On relèvera surtout que, sur instruction des représentants de Khomeiny, les pèlerins d'Iran priaient avec tous les autres sous la conduite des imams sunnites de la prière, dans la Grande Mosquée et la Mosquée du Prophète, de peur de se faire remarquer pour leur chi'isme plus pour leur activisme politique.

A cette réserve répondait une égale retenue dans le comportement saoudien à l'égard des pèlerins d'Iran, et tout ceci donnait l'impression que le pèlerinage avait retrouvé la tranquillité. En 1983, le climat de conflit s'était dissipé. Si les tensions demeuraient vives, la paix ne fut troublée, cette année-là et les suivantes que par des incidents mineurs. En 1986, l'Iran et l'Arabie saoudite semblèrent être parvenus à un compromis qui permettait à l'Iran de mener, dans certaines limites, des actions de propagande politique durant le pèlerinage. Aux termes d'un accord informel, le représentant de Khomeiny pouvait organiser deux rassemblements de pèlerins, l'un à Médine et l'autre à La Mecque, dans des lieux éloignés des mosquées saintes de chaque cité. Un certain nombre de dispositions restreignaient la forme et le contenu de ces manifestations. Les pèlerins d'Iran ne devaient pas introduire ou déployer des textes imprimés et des affiches de nature politique, leurs slogans devaient viser seulement les Etats-Unis, l'Union soviétique et Israël. Les gouvernements musulmans, celui du pays d'accueil, ne devaient pas être pris pour cible. Cet accord permit aux pèlerins iraniens de propager leurs vues, mais les autorités saoudiennes pouvaient contenir toutes les manifestations dans les limites de ces deux cas bien précis. Il détermina aussi une augmentation appréciable du nombre de pèlerins iraniens. Celui-ci passa de 75000 en 1979 à 100000 en 1983, pour se maintenir ensuite à 150000 de 1984 à 1987.

En 1986, certains de ces pèlerins, opposés à cette stratégie de modération vis-à-vis de l'Arabie saoudite, arrivèrent dans le pays avec une grande quantité d'explosifs puissants dans leurs bagages, dans l'intention de mettre à mal l'accord auquel les deux pays étaient parvenus. Mais ce fut un échec. Les autorités de l'aéroport découvrirent les explosifs et arrêtèrent plus de cent pèlerins dès leur arrivée. Ceux des responsables iraniens qui s'étaient engagés à garantir la paix du pèlerinage furent embarrassés, et se désolidarisèrent du complot, laissant sans protester les Saoudiens garder leurs compatriotes en prison pendant des semaines. Mais les conjurés avaient le soutien de l'une des principales factions en Iran, celle qui était opposée à la plus minime ouverture vers les Saoudiens, et favorable à une exportation militante de la révolution. Ce complot de 1986 fit apparaître au grand jour la fragilité de la paix du pèlerinage, tributaire de l'équilibre instable des forces se disputant le pouvoir en Iran.

L'aggravation des tensions en 1987, liée à l'entrée dans le Golfe des forces navales américaines, ne fut pas immédiatement une menace pour la paix du pèlerinage. Néanmoins, les autorités saoudiennes furent alertées par un discours

prononcé, au début de juillet, par l'Hojjatoleslam Musavi Khoiniha. Celui-ci, nous l'avons vu, avait occupé la fonction de représentant de Khomeiny lors des saisons de pèlerinage les plus agitées ; on la lui avait retirée en 1985, pour le nommer procureur général, sans doute avec l'intention de réduire les risques d'affrontement à La Mecque. Mais il était toujours puissant, et à la tête des extrémistes opposés à toute restriction, quelle qu'elle fût, imposée aux pèlerins d'Iran. Son discours était manifestement une provocation. Cette année, déclarait-il, « une simple marche, ou une manifestation, ne suffiront pas ». L'Iran ne se « bornera pas à rassembler un certain nombre de gens appelés à soutenir les thèses de la république islamique ». Khoiniha demandait ceci : l'Arabie saoudite devait permettre au représentant de Khomeiny de pénétrer dans la Grande Mosquée de La Mecque, pendant une nuit, et d'y mener un référendum parmi la foule des pèlerins, sur la décision prise par l'émir du Koweit de demander une escorte étrangère pour les pétroliers koweitiens. Dans le même temps, le représentant de Khomeiny exposerait la position de l'Iran dans la guerre du Golfe : « Tout ce que nous demandons c'est que le gouvernement saoudien ne s'y oppose pas, et n'envoie pas ses gardes dans la Grande Mosquée. Voyons ce qui se passera. C'est un essai à faire pour une année » (17).

Les autorités saoudiennes avaient de bonnes raisons, après cela, de redouter l'éventualité d'une tentative d'occupation de la Grande Mosquée par certains des pèlerins iraniens, manœuvre politique destinée à mettre dans l'embarras l'Arabie saoudite, Koweit et les Etats-Unis. Le discours de Khoiniha les toucha au point sensible et provoqua immédiatement une réponse, en forme d'avertissement, de la part d'une source officielle saoudienne anonyme. L'Arabie saoudite, faisait-elle observer, offrait aux musulmans de nombreux forums pour exprimer leurs opinions sur différents sujets, même pendant le pèlerinage ; mais de telles consultations, dans la Grande Mosquée, constitueraient une innovation en islam, et « quiconque tente d'innover en islam ira en enfer » ; l'Arabie saoudite assumerait la responsabilité qui est la sienne, de sauvegarder les lieux saints musulmans de La Mecque et de Médine (18). Le discours de Khoiniha mit les forces de sécurité saoudiennes en état d'alerte maximum, et donna plus de crédit aux rumeurs inévitables d'affrontements violents prémédités par les Iraniens.

Mais la demande de Khoiniha ne fut pas évoquée dans les négociations menées entre le ministre saoudien pour les Affaires du pèlerinage et le représentant officiel de Khomeiny, Mehdi Kharroubi. En tant que porte-parole de Khomeiny, ce dernier demanda simplement le droit de faire la manifestation habituelle à La Mecque, comme les années précédentes. Deux responsables, iranien et saoudien, en repérèrent même ensemble l'itinéraire, qui s'arrêtait très nettement à 1,5 km de distance de la Grande Mosquée. Mais en dépit de cet accord, et de l'absence de tout incident lors de la première marche, à Médine, une profonde défiance persista chez les dirigeants saoudiens. Avant la démonstration de La Mecque, ils pressèrent Kharroubi d'annuler la marche, de peur de violences. Celui-ci refusa, et déclara que, « en cas de désordres et de troubles, le gouvernement saoudien serait pleinement responsable » (19). Deux jours avant la date fixée pour la manifestation, les médias iraniens publiaient le message annuel de Khomeiny aux pèlerins. Plus long et plus tendu que ceux des années précédentes, il ne s'écartait pourtant pas notablement de l'accord régissant le pèlerinage lui-même. Il contenait les recommandations habituelles aux pèlerins, qui devaient « éviter les conflits, les insultes et les disputes », et mettait en garde contre les fauteurs de trouble « qui pouvaient les entraîner dans des actions incontrôlées » (20).

La rupture de l'accord

Le 31 juillet, jour fixé pour la manifestation, l'atmosphère de La Mecque était électrique. De nombreuses unités des forces de sécurité saoudiennes stationnaient, bien en vue, dans la ville, ainsi qu'à la Grande Mosquée, où l'habituelle « police des mœurs » saoudienne était remplacée par des soldats en armes. Pour la première fois, à la grille d'entrée, les pèlerins étaient soumis à une fouille corporelle complète, et il leur était interdit d'introduire quoi que ce soit, fût-ce des ombrelles ou des gamelles (21). Ce qui prouvait visiblement que, pour les services secrets saoudiens, une tentative iranienne d'assaut à la Grande Mosquée était vraiement de l'ordre du possible.

Dans l'après-midi, la manifestation s'ouvrit de la façon habituelle, par des slogans et des discours. Ceux-ci terminés, la marche commença, menée, comme par le passé, par des femmes en tchador et des invalides de guerre. Au bout de l'itinéraire prévu, ou peu avant la fin, le cortège se heurta à un cordon de police anti-émeute et à la Garde Nationale, qui empêcha les manifestants d'aller plus loin. Cette situation dangereuse devint explosive, à la suite de deux développements. Apparemment, quelques individus dans la foule des Iraniens, choisirent ce moment pour faire écho au discours provocateur de Khoiniha, et appelèrent les manifestants à continuer vers la Grande Mosquée. En même temps (et peut-être même un peu avant), dans un parking voisin, des gens non identifiés se mirent à assaillir les manifestants iraniens d'une grêle de briques, de blocs de béton et de barres de fer. Ce qui exaspéra la tension dans le face-à-face entre pèlerins et policiers. On commença à échanger des coups de part et d'autre, les policiers avec des matraques et des aiguillons électriques, les manifestants avec des bâtons, des couteaux et des pierres. Kharroubi et les autres responsables iraniens ne s'étant pas placés à la tête du cortège, ils n'avaient aucun contrôle sur ce que faisaient les pèlerins iraniens au point de contact, crucial, avec la police saoudienne. Pendant les affrontements, les Saoudiens reculèrent un moment, et la foule se rua en avant. Selon les services de renseignement américains, la marée humaine reflua lorsque les renforts de la Garde Nationale jetèrent des bombes lacrymogènes dans la foule, puis ouvrirent le feu, avec des fusils et des armes automatiques (22). Les Saoudiens l'ont démenti : ils n'auraient pas tiré sur les manifestants, ni même utilisé de gaz lacrymogènes. Selon eux, les manifestants, une fois dispersés, auraient battu en retraite ; certains auraient alors été piétinés à mort. Le bilan officiel saoudien fait état de 402 morts : 275 pèlerins iraniens, 85 policiers saoudiens, 42 pèlerins d'autres nationalités. Selon l'Iran, 400 pèlerins iraniens auraient été tués, et il y aurait eu plusieurs milliers de blessés.

La reconstitution que nous avons proposée s'appuie sur une lecture critique des comptes-rendus contradictoires fournis par des sources iraniennes et saoudiennes (23). Comme aucune enquête indépendante n'a pu être menée, des détails importants resteront dans l'ombre. Mais ni l'Arabie saoudite, ni l'Iran n'ont produit aucune preuve irréfutable d'une action délibérée ou préméditée de l'autre partie en vue de provoquer des violences. Ce qui est prouvé aujourd'hui, c'est qu'un groupe d'Iraniens indisciplinés, agissant sous l'influence d'au moins un discours provocateur d'un haut responsable iranien, souhaitaient entrer dans la Grande Mosquée pour y manifester. Les responsables saoudiens des services de sécurité, prévenus de cette éventualité, mais manquant de sang-froid devant une provocation, ont utilisé des moyens meurtriers pour barrer la route à la foule des Iraniens.

Si la réalité des faits reste dissimulée derrière des versions inconciliables, en revanche, on ne peut douter de l'effet immédiat produit par les morts de La Mecque pour redonner force aux vieux préjugés. Les accusations lancées des deux côtés après l'événement ont été d'une intensité rarement égalée. Le ministre de l'Intérieur saoudien, le prince Nayef Ibn Abdel Aziz faisait référence au préjugé sunnite, lorsqu'il a affirmé que le véritable objectif des pèlerins iraniens était de « saboter le pèlerinage, puisque, on le sait, il n'est accompli que si l'on a pénétré dans la Grande Mosquée ». Une « sédition » iranienne à l'intérieur de l'édifice aurait privé les autres pèlerins de toute possibilité d'accomplir les processions requises dans l'édifice, « le pèlerinage aurait été gâché » (24). Il n'est pas prouvé que les manifestants iraniens, même ceux qui voulaient pénétrer à l'intérieur de la Grande Mosquée, aient eu l'intention de saboter le pèlerinage, mais le prince Nayef cherchait par là à les associer aux légendaires profanateurs chi'ites.

Quant aux déclarations iraniennes, elles flattaient la conviction toujours vivante chez les chi'ites que c'étaient leurs croyances erronées qui conduisaient les Saoudiens fanatiques à tuer des pèlerins chi'ites innocents. Khomeiny proclama que les dirigeants saoudiens, « ces lâches wahhabites impies, sont comme des poignards qui ont toujours attaqué les musulmans par derrière pour leur percer le cœur », et annonça que La Mecque était aux mains d'une « bande d'hérétiques » (25). Une fois de plus, on présenta les Saoudiens comme des « hooligans », selon le mot du président du Parlement, Ali Akbar Hashemi Rafsandjani. Ce dernier rappela les massacres de chi'ites par les wahhabites au XIX[e] siècle, à Najaf et Karbala, la destruction par les wahhabites des monuments musulmans à Médine (vénérée par les chi'ites) et l'incendie par les wahhabites de bibliothèques (contenant des ouvrages chi'ites). Les wahhabites « commettront n'importe quelle sorte de crime. Je vous demande de mieux examiner l'histoire de cette clique maléfique, pour voir quelle sorte de créatures ils ont été tout au long de leur histoire » (26). C'était là une tentative délibérée d'alimenter la crise présente du souvenir des anciennes haines confessionnelles.

Après la tragédie de La Mecque, l'Arabie saoudite aussi bien que l'Iran ont mené de vastes campagnes pour influencer l'opinion dans les autres pays musulmans. Le gouvernement saoudien chargea son principal organisme missionnaire, la Ligue islamique mondiale, de convoquer une conférence islamique à La Mecque, en octobre 1987. Elle réunit plus de 600 sympathisants et clients de l'Arabie saoudite, venant de 134 pays. C'est le roi Fahd qui ouvrit la conférence. Comme on s'y attendait, elle ne condamna que l'Iran pour les violences de La Mecque : le gouvernement iranien — un gouvernement « coutumier du terrorisme, et assoiffé de sang musulman » — est « seul à porter la responsabilité de l'outrage fait à la Sainte Mosquée de Dieu ». Les mesures prises par les autorités saoudiennes pour « réprimer la sédition et éteindre les feux d'iniquité étaient légitimes » (27). L'Iran contre-attaqua immédiatement : cette conférence était une tentative de plus de la part des Saoudiens pour « acheter la religion des musulmans » (28). Des sources d'opposition chi'ites saoudiennes accusèrent le gouvernement d'avoir dépensé 470 millions de dollars pour cette conférence, le total des dépenses pouvant atteindre jusqu'à 700 millions de dollars (28). La conférence, bien loin d'être islamique, disaient ses détracteurs iraniens, avait une orientation étroitement sunnite, wahhabite, et saoudienne. « C'était une conférence d'hommes de religion au service du pouvoir, non de la religion » (30).

Le mois suivant, l'Iran convoqua un « congrès international pour la sauvegarde de la Sainteté et de la sécurité du Saint sanctuaire *(Haram)* », sous les auspices

des ministères de l'Orientation islamique et des Affaires étrangères. Rafsandjani, en s'adressant aux 300 participants venus de 36 pays, lança un appel pour la « libération de La Mecque », et pour la création d'un collectif « islamique international » qui gouvernerait La Mecque avec un statut de ville libre (31).

L'Ayatollah Montazeri (le successeur désigné de Khomeiny), devant ses hôtes étrangers, stigmatisa les Saoudiens, « cette poignée d'agents britanniques du Najd, qui ne respectent ni la Maison de Dieu, ni les pèlerins qui sont les hôtes de Dieu ». De la même manière qu'il faudrait libérer Jérusalem des « griffes de l'usurpateur israélien », il faudrait « libérer La Mecque et Médine des griffes des Saoud » (32). Les résolutions de Téhéran furent reprises dans des séminaires sur le pèlerinage inspirés par les Iraniens, qui se réunirent à Beyrouth et Lahore. Les Saoudiens, de leur côté, organisèrent aussi des conférences de soutien dans d'autres pays, principalement à Londres, où les assistants déclarèrent approuver le recours à la force pour réprimer la « sédition iranienne » (33).

Après cette première série de conférences, la polémique se déplaça sur la question du pèlerinage de l'année suivante. Les Saoudiens répugnaient à mettre complètement au ban les pèlerins iraniens, de peur qu'on les accuse de refuser à des musulmans la possibilité d'accomplir une obligation fondamentale de l'islam. Mais ils cherchaient évidemment à utiliser la tragédie de 1987 pour parvenir à une révision fondamentale de l'arrangement informel rompu en 1987, qui était devenu une épine dans leur flanc.

Tout d'abord, les dirigeants saoudiens, forts du large soutien musulman à leur version des événements, firent savoir de manière catégorique, qu'aucune manifestation ne serait permise en 1988, y compris celles que Khomeiny avait tenté d'inclure dans le rituel du pèlerinage, et que les Saoudiens avaient tolérées. Les ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de la Conférence islamique, réunis à Amman en mars 1988, firent porter l'entière responsabilité de la tragédie de La Mecque à des pèlerins venus d'Iran, et exprimèrent leur soutien aux mesures prises par les Saoudiens pour prévenir de nouvelles violences. Mais, plus important encore, ils donnèrent leur aval à la proposition saoudienne d'instituer des quotas nationaux de pèlerins — proportionnels à la population de chaque pays — à savoir mille pèlerins par million d'habitants.

Le prétexte invoqué était de donner à l'Arabie saoudite le délai de trois ans nécessaire à l'agrandissement et à l'amélioration des installations d'accueil à La Mecque. Celles-ci avaient besoin, effectivement, d'être modernisées, mais surtout l'imposition d'un quota aurait pour effet une réduction drastique du nombre des pèlerins iraniens, de 150000 à 45000. Or, les Saoudiens connaissaient la position de Khomeiny : toute réduction du nombre d'Iraniens aurait pour conséquence le boycott du pèlerinage par Téhéran. De plus, c'est ce moment-là que les Saoudiens choisirent pour rompre leurs relations avec l'Iran, chose qu'ils n'avaient pas faite après les violences de juillet 1987, malgré la destruction par la foule des bâtiments de la représentation saoudienne à Téhéran, et la mort d'un diplomate saoudien. La rupture avait évidemment pour but de rendre impossible la délivrance de visas de pèlerinage aux Iraniens. Le gouvernement iranien, autorisé par un arrêt rendu par Khomeiny, décida alors de boycotter le pèlerinage dans son ensemble. Depuis le début du siècle, par deux fois, la monarchie avait pris la même décision. Cette réponse éprouvée face à l'escalade de tensions confessionnelles n'avait donc rien de révolutionnaire.

De même, le débat hautement polémique autour du pèlerinage de 1988 avait également des précédents. Le Conseil des ministres saoudien déclara que les Iraniens, « en causant des ravages » en 1987, « s'étaient mis en marge du

consensus islamique » (34). Les Iraniens, de leur côté, accusèrent les Saoudiens d'empêcher les musulmans de se conformer à leur obligation fondamentale —tout musulman qui en a les moyens étant en droit d'accomplir le pèlerinage—; l'application d'un système de quotas était, de surcroît, la preuve de leur incompétence (35). Dans son message commémorant le premier anniversaire du « massacre », Khomeiny accusa les « pouvoirs wahhabites » de sédition et d'espionnage. A La Mecque, en 1987, poursuivait-il, « le glaive du blasphème et de la division dissimulé sous le voile hypocrite des disciples et descendants de la dynastie omeyyade de Yazid — que la malédiction de Dieu soit sur eux — allait être tiré à nouveau par les héritiers d'Abou Sufyan pour détruire et tuer » (36). Quelle qu'ait été son intention, le recours de Khomeiny à cette analogie historique constitue une allusion confessionnelle, bien que, dans le même message, il ait accusé les Etats-Unis et les Saoudiens d'avoir tenté de présenter les événements de La Mecque comme un affrontement confessionnel.

Pour rétablir la paix du pèlerinage

L'absence de pèlerins iraniens en 1988 a consolidé la trêve, mais non la paix. La polémique entre l'Arabie saoudite et l'Iran ne s'est pas calmée pour autant, obligeant les Saoudiens à prendre des mesures de maintien de l'ordre jamais vues jusque là. Le cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran, signé plus tard pendant l'été, a ouvert pour l'avenir une perspective de réconciliation qui, cependant, ne se fera pas sans des négociations aussi délicates et compliquées que celles menées actuellement par les belligérants (*).

On peut penser qu'une réconciliation politique rétablirait, pour le temps sacré du pèlerinage, une attitude de courtoisie réciproque. Mais la détérioration des relations bilatérales n'a pas été seulement un effet du conflit du Golfe, même si le désaccord croissant à ce sujet entre les deux pays a déterminé le moment où a éclaté la crise du pèlerinage. L'intensité sans précédent de la controverse qui a amené à l'effusion de sang a eu en fait son origine dans les préjugés confessionnels. Les différends politiques s'ajoutant au sectarisme ont produit, comme l'interaction de deux éléments volatiles, une explosion.

Il semble qu'aujourd'hui l'Iran a perdu la bataille engagée pour redéfinir le pèlerinage pour le monde musulman dans son ensemble. Dans la mesure où les musulmans ont eu tendance à expliquer les morts de La Mecque à la lumière de leurs traditions confessionnelles respectives, c'est la version saoudienne des événements qui a bénéficié auprès d'eux de la plus large crédibilité. Les manifestations des Iraniens à Médine et La Mecque avaient pour thèmes « l'unité » et le « désaveu des infidèles ». Mais le résultat de leur stratégie, c'est que l'unité recherchée s'est faite — de manière toute relative — contre eux, à l'initiative de l'Arabie saoudite. Prompts à dénoncer les « infidèles », ils se sont trouvés eux-mêmes désavoués et empêchés d'aller à La Mecque.

(*) Après le ministre koweïtien des Affaires étrangères qui, fin septembre, exprimait le souhait de parvenir à une normalisation des relations avec l'Iran « dans les plus brefs délais », c'est le roi Fahd lui-même qui a fait un geste en direction de l'Iran, en ordonnant le 20 octobre aux médias saoudiens de cesser leurs attaques contre le régime de Téhéran. NDLR.

Dans sa bataille pour La Mecque, l'Iran a perdu beaucoup plus que ses espoirs de mobiliser les masses de pèlerins musulmans contre les ennemis de l'islam. L'ensemble de l'islam en a payé le prix. La controverse a rouvert des plaies confessionnelles mal cicatrisées. Les tentatives iraniennes et saoudiennes pour unifier les musulmans n'ont eu pour effet que d'aiguiser leurs divisions, en particulier sur le terrain dangereux du sectarisme. Et le pèlerinage lui-même, censé symboliser l'unité liée à l'essence même de l'islam, est devenu une poudrière.

Martin KRAMER
Directeur adjoint du « Dayan Center for Middle Eastern and African Studies »
Université de Tel Aviv
(Traduit de l'anglais par La Documentation française)

NOTES

(1) Homélie de Khomeiny, Radio-Téhéran, 6 août 1987, citée par BBC, *Summary of World Broadcasts : the Middle East and Africa* (ci-après dénommé SWB-BBC), 7 août 1987.

(2) John Lewis BURCKHARDT, *Travels in Arabia* (édité à Londres, 1829), pp. 168, 251-252; Richard BURTON, *Narrative of a Pilgrimage to Mecca and Medina* (édité à Londres, 1893).

(3) BURTON, ibid.

(4) Pour plus d'informations sur ces taxes/impôts, voir H. Kazem ZADEH, « Relation d'un pèlerinage à La Mecque », *Revue du Monde Musulman* (Paris) n° 19 (1912), pp. 159-160.

(5) Cité par H. St. J.B. PHILBY, *Arabia of the Wahhabis* (Londres, 1928) p. 67.

(6) Sur la question de la signification spécifique de Médine pour l'islam chi'ite, voir Dwight M. DONALDSON, *The Shi'ite Religion* (Londres, 1933) pp. 142-151. Concernant l'histoire du cimetière, voir *Encyclopaedia of Islam* (2e édition, Leiden), « Baki' al-Gharkad ». (A.J. WENSINCK [A.S. Bazmee Ansari]) vol. 1, pp. 957-958.

(7) Cette affaire ainsi que d'autres épisodes contemporains des relations saoudo-iraniennes sont analysés à partir de documents originaux dans une publication du ministère des Affaires étrangères, *Ravabit-i dowlat-i Shahanshahi Iran ba-doval-i khavar-i mianeh* (Téhéran, 1976) pp. 61-89.

(8) Texte du traité in *Oriente Moderno* (Rome), anciennes séries, vol. 10 (1930) pp. 105-106.

(9) Pour le détail de l'évolution de cette politique, cf. Jacob GOLDBERG, *The Shi'i Minority in Saudi Arabia »,* in Juan R.I. COLE & Nikki R. KEDDIE, *Shi'ism and social protest* (New Haven, 1986) pp. 230-246.

(10) Selon le compte-rendu de James S. HOOSE (Djeddah) daté du 24 février 1944, Archives nationales, Washington D.C., Groupe d'enregistrement 59, 890 f. 404/55.

(11) Ali SHARI'ATI, *Hajj* (2e éd. Bedford, Ohio, 1978) p. 109.

(12) Message de Khomeiny aux pèlerins, 6 février 1971 in *Islam and Revolution : Writings and Declarations of Imam Khomeini* (trad. Hamid Algar, Berkeley, 1981) pp. 195-199.

(13) On trouvera une analyse approfondie du pèlerinage depuis le début de la révolution en Iran dans les essais publiés par l'auteur dans l'annuaire *Middle East Contemporary Survey,* à partir du volume 6 (1981-82). Une approche très différente est donnée par R.K. RAMAZANI, *Revolutionary Iran : Challenge and Response in the Middle East* (Baltimore, 1986) pp. 91-100, 111-112.

(14) Texte intégral de la correspondance Khaled-Khomeiny in *al-Nashra al-'arabiyya li'l hizb al-jumhuri al-islami* (Téhéran), 21 Dhu al-hijja 1401/19 octobre 1981; et in *Sawt al-umma* (Téhéran), 31 octobre 1981.

(15) *Encyclopaedia of Islam (2e éd. Leiden)* cf. « Bast » (R.H. SAVORY) vol. 1, p. 1088.

(16) Chiffre donné par Mehdi KHARROUBI, télévision de Téhéran, 16 juin 1988 in *Foreign Broadcast Information Service Daily Report : the Middle East and South Asia (FBIS)*, 21 juin 1988. C'est un besoin similaire qui explique la redécouverte par l'islam chi'ite du mausolée de Sayyida Zaynab — la sœur de l'Imam Hussein — près de Damas. Autrefois lieu de pèlerinage chi'ite mineur, il est devenu aujourd'hui un sanctuaire de premier plan, visité par des milliers de chi'ites iraniens et par les Libanais du Hizbollah, soutenus par l'Iran. L'Iran a également restauré à grands frais un sanctuaire encore moins important, celui de Sayyida Raqiya, la fille de l'Imam Hussein, près de la Mosquée des Omeyyades à Damas. Sur ces lieux saints, se reporter à Biancamaria SCARCIA AMORETTI, « A proposito della communita imamita contemporanea di Siria », *Oriente Moderno,* Nouvelles séries, vol. 3, n° 7-12 (juil.-déc. 1984) pp. 193-201.

(17) Texte du discours, Radio-Téhéran, 2 juillet 1987, in SWB-BBC, 4 juillet 1987.

(18) Agence saoudienne de presse, 3 juillet 1987, in SWB-BBC, 6 juillet 1987.

(19) Radio-Téhéran, 30 juillet 1987, in SWB-BBC, 1er août 1987.

(20) Texte du discours, Radio-Téhéran, 29, 30, 31 juillet 1987, in SWB-BBC, 31 juillet, 1er, 3 août 1987.

(21) Fahd al-QAHTANI, *Majzarat Makka : Qissat al-madhbaha al-Su'udiyya li'l-hujjaj* (Londres, 1988) pp. 27-28.

(22) Compte-rendu de la version émanant des services de renseignements américains in *The New York Times,* 6 septembre 1987.

(23) Parmi les témoignages les plus complets, vus dans une perspective pro-iranienne, il faut signaler celui du journaliste chi'ite pakistanais, Mushahid HUSSAIN, paru dans le *Washington Post,* 20 août 1987, ainsi que plusieurs comptes-rendus recueillis par QAHTANI in *Majzarat Makka,* pp. 77-107. Le livre de QAHTANI est une vue d'ensemble exhaustive des événements et des réactions mondiales qu'ils ont suscitées. Le meilleur compte-rendu saoudien est celui du directeur général de la sécurité publique, général Abdallah Bin Abdal-Rahman al Shaykh, dans une déclaration d'introduction à un film documentaire saoudien consacré à l'incident et diffusé par la télévision saoudienne le 20 août 1987.

(24) Conférence de presse du prince Nayef, Agence saoudienne de presse, 25 août 1987, in SWB-BBC, 27 août 1987.

(25) Message de Khomeiny à Kharroubi, Radio-Téhéran, 3 août 1987, in SWB-BBC, 5 août 1987.

(26) Texte du discours de Rafsandjani lors d'une manifestation de protestation à Téhéran, Radio-Téhéran, 2 août 1987, in SWB-BBC, 4 août 1987.

(27) Texte du communiqué, Agence saoudienne de presse, 15 octobre 1987, cité par *FBIS,* 16 octobre 1987.

(28) *Al-'Ahd* (Beyrouth), 23 octobre 1987.

(29) *Al-Thawra al-Islamiyya* (Londres), octobre 1987.

(30) Ibid.

(31) Discours de Rafsandjani, Radio-Téhéran, 26 novembre 1987, in *FBIS* 1987.

(32) Discours de Montazeri, Radio-Téhéran, 27 novembre 1987, in *FBIS,* 29 novembre 1987.

(33) Compte-rendu de la conférence, in *al-Sharq al-Awsat* (Londres) 4 juillet 1988.

(34) Communiqué du Conseil des ministres saoudien, Agence saoudienne de presse, 28 juin 1988, in *FBIS,* 30 juin 1988.

(35) Mehdi Kharroubi, Télévision de Téhéran, 16 juin 1988, cité par *FBIS,* 21 juin 1988.

(36) Message de Khomeiny à l'occasion du « massacre » de La Mecque, et de l'acceptation par l'Iran de la résolution 598 du CS/ONU, Radio-Téhéran, 20 juillet 1988, in *FBIS,* 21 juillet 1988. Abou Sufyan appartenait à la tribu du Prophète Muhammad qu'il avait combattu, avant de se convertir ; son fils, Mu'awiya, est le fondateur de la dynastie des Omeyyades. C'est sous le règne de son successeur, Yazid, qu'eut lieu la bataille de Karbala, où mourut l'Imam Hussein. Les membres de cette famille, et la dynastie Omeyyade, sont considérés comme des usurpateurs selon l'interprétation chi'ite des débuts de l'histoire de l'islam.